

MARCHÉ

● Notes de lecture

Modes de fonctionnement des Marchés

Ignacio Ramonet

La transmission de données à la vitesse de la lumière (300 000 kilomètres par seconde), la numérisation des textes, des images et des sons, le recours, devenu banal, aux satellites de télécommunications, la révolution de la téléphonie, la généralisation de l'informatique dans la plupart des secteurs de la production et des services, la miniaturisation des ordinateurs et leur mise en réseau sur Internet à l'échelle planétaire ont, peu à peu, chambardé l'ordre du monde.

Tout particulièrement le monde de la finance. On échange instantanément, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des données d'un bout à l'autre de la Terre. Les principales bourses sont reliées entre elles et fonctionnent en boucle. Non-stop.

Tandis que, à travers le monde, devant leurs écrans électroniques, des milliers de jeunes gens surdiplômés, surdoués, passent leurs journées pendus au téléphone. Ils sont les clercs du marché. Ils interprètent la nouvelle rationalité économique. Celle qui a toujours raison. Et devant laquelle tout argument -a fortiori s'il est d'ordre social ou humanitaire- doit s'incliner.

Le plus souvent, pourtant, les marchés fonctionnent pour ainsi dire à l'aveugle, en intégrant des paramètres quasiment empruntés à la sorcellerie ou à la psychologie de bazar... D'autant que, en raison de ses nouvelles caractéristiques, le marché financier a mis au point plusieurs gammes de nouveaux produits - dérivés, futurs- extrêmement complexes et volatiles.

Que peu d'experts connaissent bien, et qui donnent à ceux-ci - non sans risques, comme la débâcle de la banque britannique Barings l'a montré en 1995 - un avantage considérable dans les transactions.

La géopolitique du Chaos, Galilée, page 72

La nouvelle donne Politique

Ignacio Ramonet

La mondialisation a tué le marché national qui est l'un des fondements du pouvoir de l'État-nation. En l'annulant, elle a modifié le capitalisme national et diminué le rôle des pouvoirs publics. Les États n'ont plus les moyens de s'opposer aux marchés.

Les banques centrales étant devenues indépendantes, les États ne disposent plus que de leurs réserves de changes pour contrer éventuellement un mouvement de devise hostile.

Or, le volume de ces réserves est ridiculement faible face à la force de frappe des marchés.

Les États sont dépourvus de moyens pour freiner les flux formidables de capitaux, ou pour contrer l'action des marchés contre ses intérêts et ceux de leurs citoyens. Les gouvernants acceptent de respecter les consignes générales de politique économique que définissent des organismes mondiaux comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale, ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

En Europe, les célèbres "critères de convergence" établis par le traité de Maastricht (endettement public réduit, comptes extérieurs sans distorsions graves, inflation contenue) exercent une véritable dictature sur la politique des États, fragilisent le fondement de la démocratie, et aggravent la souffrance sociale.

Si des dirigeants affirment encore croire en l'autonomie du politique, leur volonté de résistance ressemble fort à du bluff, puisqu'ils réclament, avec une véhémence insistante, des "efforts d'adaptation" à cette situation.

Or, en de telles circonstances, qu'est-ce que s'adapter ?

Tout simplement admettre la suprématie des marchés et l'impuissance des hommes politiques, ou, pour le dire autrement, accepter "d'être pieds et poings liés dans un monde qui s'impose à tous".

Telle est la logique de ces régimes globalitaires. En favorisant, au cours des deux dernières décennies, le monétarisme, la déréglementation, le libre-échange commercial, le libre flux de capitaux et les

privatisations massives, des responsables politiques ont permis le transfert de décisions capitales (en matière d'investissement, d'emploi, de santé, d'éducation, de culture, de protection de l'environnement) de la sphère publique à la sphère privée.

C'est pourquoi, à l'heure actuelle déjà, sur les deux cents premières économies du monde, plus de la moitié ne sont pas des pays mais des entreprises.

Le phénomène de multinationalisation de l'économie s'est développé de manière spectaculaire.

Dans les années soixante-dix, le nombre de sociétés multinationales n'excédait pas plusieurs centaines, aujourd'hui leur nombre frôle les 40 000...

Et si l'on considère le chiffre d'affaires global des 200 principales entreprises de la planète, son montant représente plus du quart de l'activité économique mondiale, et pourtant, ces 200 firmes n'emploient que 18,8 millions de salariés, soit moins de 0,75 % de la main-d'œuvre planétaire...

La géopolitique du Chaos, Galilée, page 60

L'économie « pure », nouvelle sorcellerie

Samir Amin.

C'est un trait classique de tous les totalitarismes que de conférer un statut scientifique à une idéologie. L'économie qui se dit "pure" permet de donner un habillage universitaire à l'ultralibéralisme.

Peu importe qu'elle soit déconnectée de la réalité : comme toute fable, elle ne sert que de prétexte. Le mythe du marché parfait, qui la sous-tend, vient cependant de trouver une nouvelle jeunesse avec le projet de M. Clinton de transformer Internet en une agora marchande planétaire au service des intérêts américains.

On enseigne dans les universités une discipline curieuse appelée économie "pure" ou "économique". Économique, comme on dit physique.

Mais alors que la démarche scientifique se développe en partant de la réalité, l'économique, pour ses intégristes, se construit à partir d'une position de principe qui lui tourne le dos : elle imagine la société réduite à la somme des individus qui la composent.

Elle choisit ainsi d'ignorer que la société réelle est une construction infiniment plus complexe, dans laquelle s'affrontent groupes sociaux, nations, États, grandes firmes, projets de société, forces politiques, religieuses et idéologiques, etc.

Imagine-t-on une médecine qui voudrait reconstruire le fonctionnement du corps humain à partir des seuls éléments fondamentaux dont il est constitué -les cellules- en ignorant l'existence d'organes comme le cœur ou le foie ?

Fort heureusement pour notre santé physique, les médecins n'ont pas fabriqué une médecine "pure". La probabilité, pour les modèles les plus complexes exprimant l'interaction des cellules, de produire quelque chose ressemblant à un corps humain est, en effet, à peu près aussi forte que celle de voir un singe placé devant le clavier d'un ordinateur écrire les oeuvres complètes de Victor Hugo.

La probabilité d'atteindre un équilibre général par la vertu des confrontations, sur le marché, de presque six milliards d'êtres humains est du même ordre de grandeur !

A la recherche d'une explication rationnelle de la réalité économique se substitue donc, dès le départ, la construction d'une rationalité mythique.

L'économie ne méconnaît pas que l'être humain est intelligent et qu'il déterminera ses comportements en fonction de ce qu'il croit être les réactions des autres.

Elle doit donc construire son modèle, non pas à partir des exigences d'une rationalité simpliste et immédiate -j'achète davantage si le prix baisse- mais d'une rationalité médiatisant les anticipations des réactions des autres : je m'abstiens d'acheter si je crois que le prix va continuer à baisser.

Alors qu'elle prétend ignorer que, loin d'être fabriquée par des forces extérieures, la société se produit elle-même, l'économie "pure" que pratiquent certains universitaires s'inflige ainsi son propre démenti en introduisant le concept d'anticipation.

Ce qui revient à admettre que l'individu, traité par elle comme une réalité objective, est lui-même sujet actif de son histoire.

Le Monde diplomatique Août 1997

Le leurre de l'efficacité

Jean-Paul Fitoussi.

La production et la formation de richesses résultent de la coopération de l'ensemble des membres de la société. Les plus riches tirent de cette coopération un avantage plus important que les plus pauvres. A-t-on pour autant besoin des pauvres ?

La pauvreté, la précarité du travail, le chômage représentent des moyens de discipliner les travailleurs, de peser sur les rapports de force entre détenteurs de capital, entrepreneurs et salariés. La pauvreté a un rôle dans l'enrichissement de ceux qui ont un certain patrimoine et un certain pouvoir. Le système est plus capitaliste que jamais. Le développement de la pauvreté accroît cette domination. L'inégalité est présentée comme facteur d'efficacité économique parce qu'elle permet d'augmenter le revenu du capital, de l'entreprise et des salariés les plus qualifiés.

Pourtant, le véritable critère d'efficacité est d'une autre nature : l'efficacité économique se mesure à l'élévation du niveau de vie des habitants. Si l'enrichissement des plus riches fait plus que compenser l'appauvrissement des plus pauvres, en moyenne, le niveau de vie des populations s'élève. Ainsi défini le critère est donc insuffisant : pourrait-on considérer comme efficace une évolution qui voit 1% de la population gagner et 99% perdre ?

Le critère de l'efficacité devrait alors être complet : il y a progrès économique si une majorité de la population gagne et si les gains sont suffisants pour que, après compensation des pertes des perdants, le niveau de vie de tous augmente. Or il se produit exactement l'inverse. Une fraction de plus en plus importante de la population de nos sociétés est exclue de tout accroissement de bien-être.

En ce sens, le système devient de plus en plus inefficace.

C'est à cette inefficacité croissante que renvoie le mouvement

des chômeurs. On pourrait certes imaginer un impôt de solidarité mais cela ne résoudrait pas le problème. Une part importante des salariés et des classes moyennes est restée à l'écart du mouvement d'enrichissement depuis plusieurs années.

En sorte que l'impôt instaurerait, pour l'essentiel, un mécanisme de compensation entre ceux qui ont perdu le moins et ceux qui ont perdu le plus.

D'un autre côté, lorsqu'il est presque impossible pour certaines catégories de travailleurs de trouver des emplois, il n'est d'autre ressource pour les chômeurs que d'exercer leur droit moral sur la société en exigeant qu'elle leur permette de vivre sans travailler.

Il n'existe pour eux aucune option : ils ne peuvent se prendre en charge parce qu'il n'existe pas suffisamment d'emplois. On pourrait alors décider que l'impôt ne frappe que les gagnants structurels, mais cela, dit-on, s'effectuerait au détriment de l'emploi, ces derniers ayant précisément la possibilité de toujours se défaire sur les autres.

Ils peuvent exiger, en contrepartie, une plus grande modération salariale ou augmenter le prix de leurs services, voire délocaliser une part de leur production. Ils ont les moyens directs ou indirects d'échapper à la loi commune.

C'est ce déséquilibre des rapports de force qui est fondamentalement inefficace. Le chômage consiste à priver le système de la coopération d'une partie de la population, et même si cela aboutit à renforcer le pouvoir de certains, il en résulte pour le plus grand nombre un énorme gaspillage de ressources.

Il s'ensuit aussi un phénomène de contagion de la précarité. Personne, de fait, n'est responsable de pareille situation, car les règles sont ainsi faites que chacun cherche à tirer le meilleur parti de l'environnement dans lequel il évolue.

C'est un constat qui conduit à penser la croissance des inégalités comme source d'inefficacité économique, et pas seulement sociale. Il est urgent de réfléchir aux moyens d'accroître le niveau de vie pour le plus grand nombre et de cesser de justifier la pauvreté par des considérations d'efficacité.

Economiques.